

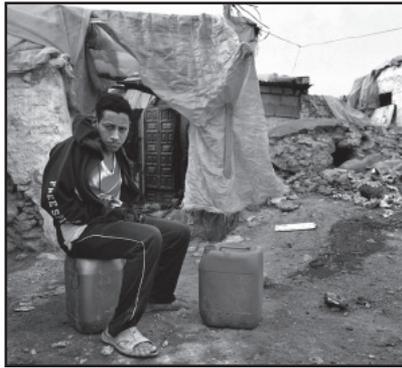
POLITIQUE AGRICOLE

Contre les importation de fruits et légumes issus de conditions de travail inadmissibles

Uniterre et une dizaine d'organisations agricoles et citoyennes réunies au sein de la «Plateforme pour une agriculture socialement durable» demandent au Parlement de légiférer sur les importations de fruits et légumes produits dans des conditions sociales et écologiques inacceptables

En juin dernier, le Conseil des États et la Commission de l'Économie et des Redevances du Conseil National (CER-N) ont décidé de pas donner suite aux cinq initiatives cantonales romandes (NE, JU, VD, GE, FR) demandant aux autorités de s'engager : 1) pour que les denrées importées en Suisse présentent une déclaration de durabilité de leur production, 2) pour que celles qui sont en contradiction flagrante avec cette déclaration soient interdites d'importation et 3) pour que des négociations avec l'OMC et l'UE sur l'instauration de conditions de travail justes soient mises en place.

La minorité en faveur des initiatives ont convaincu la CER-N de déposer une motion et un postulat au Conseil Fédéral. Le dossier revient donc sur le devant de la scène et va être traité prochainement au Conseil National.



Un travailleur agricole marocain de El Ejido. Photo Ch. Chammartin

Uniterre et une dizaine d'organisations agricoles et citoyennes réunies au sein de la «Plateforme pour une agriculture socialement durable» ont donné une conférence de presse le 12 octobre et écrit une lettre ouverte à l'ensemble des parlementaires afin de dénoncer

les conditions inhumaines qui règnent à l'intérieur des milliers d'hectares de serres plastiques du Sud de l'Espagne et de l'Italie. Des ouvriers agricoles immigrés, provenant majoritairement d'Afrique du Nord et subsaharienne mais aussi des pays d'Europe de l'Est, sont exploités, vivent dans l'insalubrité et sont victimes de racisme. Ils sont également exposés à des maladies liées aux pesticides, car les mesures de sécurité lors des traitements phytosanitaires ne sont pas respectées.

Ces travailleurs agricoles sont les victimes directes de nos politiques agricoles qui incitent à produire en dessous des coûts réels de production dans le but d'exporter aux prix du marché mondial.

Anne Gueye-Girardet

ALEA: plusieurs demandes d'arrêt des négociations sont en cours

L'arrivée sur le marché suisse de produits non conformes à notre législation depuis l'entrée en vigueur du Cassis de Dijon le 1^{er} juillet illustre bien ce qui nous attend si des accords de libre-échange agricole sont signés avec l'Union Européenne.

La qualité des denrées alimentaires autorisées d'importation va baisser, mais pas le prix! Le doute qui persistait devient déjà réalité avec l'avant-goût donné par le «Cassis-de-Pigeons»: on trouve à l'heure actuelle sur notre marché du sirop de fruits français contenant 10% de fruits, contre 30% exigés pour les sirops suisses, du cidre danois contenant 85% d'eau contre maximum 30% exigé en Suisse, une limonade italienne contenant de la taurine, substance réservée aux boissons caféinées en Suisse, du fromage râpé allemand contenant de l'amidon et du jambon autrichien avec un taux d'eau bien supérieur au taux suisse! Et la liste va s'allonger de façon exponentielle, plus de 40 demandes d'autorisation de commercialisation sont actuellement en traitement!

Des projections évoquent une baisse du revenu agricole de 50% en cas de conclusion de l'ALEA, avec très peu de bénéfices pour les consommateurs,

mais une baisse de qualité certaine. Qui ose donc encore défendre ces accords?

Il est grave que la fédération romande des consommateurs (FRC) se soit à ce point trompée en soutenant l'ALEA qui à ses yeux serait «utile et bénéfique aux consommateurs par l'élargissement de l'offre et une certaine baisse des prix». Quand l'élargissement de l'offre passe par des escroqueries, voire des denrées potentiellement dangereuses pour la santé comme la limonade à la taurine, on se demande bien où est le bénéfice?

Les premiers recours auprès du Tribunal Fédéral contre la commercialisation du fromage allemand, du jambon autrichien et du cidre danois cités ci-dessus ont été déposés par l'USP et l'Interprofession Fruit-Union Suisse en septembre.

En septembre toujours, le Parlement bernois a adopté par 72 voix contre 60 une mention déposée par le député Jakob

Etter demandant une interruption des négociations de l'accord de libre-échange agricole. Dans le canton de Vaud, le député Jacques Nicolet a déposé une initiative législative, acceptée ce mois d'octobre à 92 voix sur 150, afin de demander au Conseil d'État d'intervenir auprès des autorités fédérales. En décembre dernier et juin de cette année, le Conseiller National UDC Rudolf Joder a déposé deux interventions demandant au CF d'interrompre immédiatement les négociations. La CER-N doit les traiter ces jours.

Ces réactions sont nécessaires, mais il faut des alternatives que nos politiciens ne sont pas encore prêts à entendre. Pourtant, une politique agricole et alimentaire basée sur la souveraineté alimentaire, comme le propose Uniterre, est l'alternative qui permettra de garder le contrôle sur ce qui arrive dans les assiettes des citoyens.

Anne Gueye-Girardet

L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments a en son sein une haute dirigeante du plus vaste lobby agro-alimentaire !

José Bové, vice président de la commission de l'agriculture du Parlement européen, a demandé la démission de Madame Banati le 6 octobre.

En juillet 2008, Madame Banati est devenue Présidente du Conseil d'Administration de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA). Pour y parvenir, elle a menti dans sa déclaration d'intérêt en ne se reconnaissant qu'un rôle mineur au sein de l'International Life Sciences Institute (ILSI). Elle est en fait Membre du Conseil des Directeurs de ce lobby agro-industriel. Dans la précipitation l'EFSA a modifié la déclaration d'intérêt de Mme Banati pour réparer cette curieuse omission. Cette pratique est scandaleuse !

José Bové avait alerté le Commissaire John Dalli le 14 juillet sur ce conflit d'intérêts qui empêche l'ESFA de remplir son rôle et de délivrer des opinions scientifiques impartiales. Deux mois et demi plus tard, la Commission européenne n'a toujours pas réagi.

«Au vu de la situation, l'Union européenne doit décréter un moratoire total sur les OGM et suspendre les autorisations qu'elle a données» a déclaré José Bové.

Comment est perçue notre ministre en charge de l'agriculture, Doris Leuthard?

Madame Doris Leuthard recueillait le plus d'avis favorables parmi les Conseillers fédéraux en fonction avant les récentes élections du Conseil Fédéral, nous révélait un sondage de l'Illustré du 14 septembre dernier.

85% d'avis favorables sur son action politique, dont 37% très favorables, et même plus de sympathie en Suisse romande (91%). Mais à la question «savez-vous à quoi s'occupe les différents conseillers fédéraux», Doris Leuthard arrive en dernière position avec seulement 34% des sondés qui connaissent le département dont elle a la charge et les décisions qu'elle a prises!

Comme quoi son sourire chronique est garant d'une forte popularité! Une relation de cause à effet qui n'a pas échappé à Frank Paillard, dans le courrier des lecteurs de l'Illustré du 29 septembre.

Le débat concernant l'agriculture et l'alimentation n'est pas encore entré dans tous les ménages...